

### L'Adresse

Notre degré de réussite dans l'économie planétaire sera fonction de notre performance en éducation, du perfectionnement de nos compétences de gestion et de notre attitude à l'égard du travail et du changement.

Un peu plus loin, on peut lire ceci:

La publication d'un document de travail à ce sujet, qui fait partie de la nouvelle stratégie de prospérité de mon gouvernement, permettra d'alimenter le débat et d'en cerner les principaux éléments.

Suivent quelques vagues promesses générales d'amélioration considérable de notre système d'éducation.

À cet égard, les Canadiens ne doivent pas oublier que le gouvernement n'a pas tenu ses promesses de réduire l'analphabétisme au Canada. Sa participation à l'enseignement et à la formation postsecondaires n'a cessé de diminuer année après année. Il avait promis une commission de mise en valeur de la main-d'oeuvre ou une commission nationale de formation. Il l'avait annoncée en janvier. Elle ne s'est pas encore réunie. Nous ne savons pas si elle se réunira jamais. Nous n'avons aucune idée de ce qu'elle va faire. La seule chose que nous sachions, c'est que, après avoir promis un beau projet de formation financé par les cotisations de l'assurance-chômage des employés et des employeurs, et non par le gouvernement, celui-ci a prélevé 100 millions de dollars sur ce fonds pour faire la guerre du Golfe.

Nous savons aussi que la taxe de vente proposée par les conservateurs comprend, pour la première fois dans notre histoire, une taxe sur les livres et autre matériel de lecture. Voilà ce qu'il en est de la crédibilité du premier ministre qui avait promis d'apporter de grandes améliorations à notre enseignement.

Le fait est que, pour ces raisons, on s'oppose de plus en plus à l'Accord de libre-échange, et pas seulement au Canada. Certes, au Canada, j'ai participé à des réunions syndicales, cet automne à Vancouver, et au début de cette année à Toronto, où on a lourdement insisté sur le fait qu'on trouverait des moyens pour empêcher qu'on ferme des usines à la légère, comme celle de Caterpillar, une usine rentable qu'on a fermée simplement pour augmenter les bénéfices de la société mère en trouvant une région dans le sud du continent américain où les syndicats n'existent pas et les salaires sont bas. Et on exige davantage; on veut que les Canadiens puissent décider de ce qu'on fera des investissements.

Il existe une opposition croissante au Mexique. Depuis plusieurs années, des experts en matière professionnelle et syndicale organisent de petites réunions afin de faire certaines comparaisons entre les deux pays. Une grande conférence a eu lieu l'automne dernier, à laquelle ont assisté des Canadiens qui s'étaient rendus au Mexique pour communiquer aux dirigeants syndicaux de ce pays ainsi qu'aux représentants du gouvernement, des syndicats, des universités et des Églises, l'expérience du libre-échange au Canada, soit l'expérience des pertes

d'emplois au lieu de la création d'emplois qui avait été promise.

Les Canadiens qui sont allés dans ce pays ont aussi appris davantage sur la violation des droits de la personne au Mexique et sur les élections truquées, auxquelles on a recours pour garder le PRI au pouvoir, le *Partido de la revolution institucional*, qui dirige le Mexique depuis 72 ans. Il s'agit d'un parti sous le mandat duquel les assassinats de chefs syndicalistes et d'autres critiques de l'opposition font rarement l'objet d'une enquête policière et n'aboutissent presque jamais à la poursuite et à la punition des coupables. Il semble que ces derniers soient nécessaires pour garder le PRI au pouvoir, y compris le gouvernement du président Salinas.

• (1620)

Nous avons également appris comment les paysans sont d'abord évincés de leurs terres pour venir gonfler les rangs des millions et des millions de chômeurs à Mexico. Nous avons appris que les lois du travail n'étaient pas appliquées. Entre 5 et 10 millions d'enfants n'ayant pas l'âge légal de 15 ans travaillent dans les usines. Pourquoi? Parce que le propriétaire de cette dernière ou le gérant est autorisé à accepter une photocopie falsifiée d'un certificat de naissance et que seulement trois inspecteurs veillent à l'application de la loi dans 22 000 usines. Ils pourraient peut-être visiter chaque usine une fois tous les 20 ans.

Nous avons aussi entendu parler du soi-disant avantage de l'industrialisation de 500 000 travailleurs dans les nouveaux secteurs de la bande des maquiladoras. Il s'agit en grande partie d'usines des États-Unis et du Canada qui y ont été installées, ce qui a eu en général pour effet, dans l'ensemble du Mexique, de réduire de moitié le pouvoir d'achat des salariés au cours des années 1980. Et voilà pour les avantages que pourront retirer les travailleurs mexicains des fermetures d'usines au Canada et aux États-Unis. En fait, des syndicalistes mexicains ont dit à certains d'entre nous, lorsque je me suis rendu là-bas en mars, que ce dont nous avons besoin, c'est d'une charte internationale des droits des travailleurs.

L'opposition est de plus en plus marquée. L'hiver dernier et ce printemps, de plus en plus de forces se sont mobilisées contre l'Accord de libre-échange. Il n'est pas encore question d'arrêter le processus, mais plus les gens en feront l'expérience, plus les opposants seront nombreux.

Lors d'une réunion à laquelle j'ai assisté à Chicago et d'une autre à laquelle deux de mes collègues néo-démocrates ont participé, à Washington, nous avons pu constater que de plus en plus d'associations ouvrières, d'églises et d'experts universitaires forment une coalition contre l'Accord nord-américain de libre-échange.